



5106 32773190 090305 En 0016 00.42EUR

55
COPA02

SAS MAERYS
65 RUE DE LA CROIX
92000 NANTERRE

Colombes, le 8 Mars 2005

Références à rappeler :

N° Affiliation : [REDACTED] N 92 06
N° SIRET: 45239 [REDACTED] / N° convention : [REDACTED]
Concerne : SAS MAERYS
92000 NANTERRE

Objet : Aide dégressive à l'employeur

Monsieur,

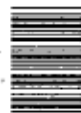
Pour obtenir le paiement de l'Aide Dégressive à l'Employeur, nous vous invitons à compléter et signer l'attestation de situation ci-jointe, et à la retourner dans les meilleurs délais, sous pli affranchi, à l'adresse ci-dessous :

Garp
14, rue de Mantes
BP50
92703 Colombes Cedex

Veuillez agréer Monsieur, nos salutations distinguées.

Le Directeur

Gérard GALPIN



Garp

14, rue de Mantes BP50 92703 Colombes Cedex

Tél : 0 826 08 08 + (n° de votre département) du lundi au jeudi de 9h00 à 17h00, le vendredi de 9h00 à 16h00

43653278

COPA02

55AR00973046

/17/055/973046/13/01/1/00000/99/000000000000/

N° Affiliation : 55 973046N 92 06
N° SIRET : 452392731 00017
Concerné : SAS MAERYS
92000 NANTERRE

Garp
14, rue de Mantes
BP50
92703 Colombes Cedex

CONVENTION D'AIDE DEGRESSIVE A L'EMPLOYEUR N° 5705438
POUR L'EMBAUCHE DE M. ERCOLANI JEAN LOUIS

ATTESTATION DE SITUATION POUR LA PERIODE DU 01/03/2005 AU 31/03/2005

A retourner dans les meilleurs délais

1	A compléter obligatoirement Atteste que l'embauche a été réalisée le <u>01/03/05</u> Atteste que le contrat de travail : <input checked="" type="checkbox"/> est toujours en cours <input type="checkbox"/> a été rompu le <u> </u> <u> </u> <u> </u> <u> </u> <u> </u>
2	Suspension du contrat de travail de 15 jours ou plus Déclare que le salarié a été absent pour le motif suivant : du <u> </u> <u> </u> <u> </u> <u> </u> <u> </u> au <u> </u> <u> </u> <u> </u> <u> </u> <u> </u>
3	Fermeture de l'établissement pour congés de 15 jours ou plus Déclare que l'établissement employant le salarié ferme pour les congés payés du <u> </u> <u> </u> <u> </u> <u> </u> <u> </u> au <u> </u> <u> </u> <u> </u> <u> </u> <u> </u> et que <u> </u> jours ouvrables de congés seront payés au salarié à cette occasion
4	Modification de la durée du travail du salarié Déclare que la durée de travail du salarié est modifiée à compter du <u> </u> <u> </u> <u> </u> <u> </u> <u> </u> Le nouvel horaire de travail du salarié est fixé à <u> </u> <u> </u> heures/mois L'horaire à plein temps dans l'établissement : <input type="checkbox"/> n'a pas été modifié <input type="checkbox"/> a été modifié et fixé à <u> </u> <u> </u> <u> </u> heures/mois
5	Fait à <u>NANTERRE</u> ; le <u>15</u> <u>03</u> <u>05</u> L'employeur ou son représentant Atteste avoir pris connaissance de l'ensemble des rubriques ci-dessus et avoir déclaré toutes les situations visées (Nom, qualité et signature)

RÉMY MOJIKKA
PRÉSIDENT

MAERYS

S.A.S. au Capital de 42 000 €
65, rue de la Croix - 92000 NANTERRE
Tél. 01 47 24 51 59 - Fax 01 47 24 54 08
SIRET 452 392 731 00017
Code APE 7212

Convention n°

--	--	--

 conclue entre l'Assédic de MANTERRE et l'employeur désigné ci-dessous

ANEE 99/97 / juillet 2003 EX.2 Employeur

CONVENTION D'AIDE DEGRESSIVE A L'EMPLOYEUR

CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1^{er} II de la loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001. Article 1^{er} § 2 de la convention du 1^{er} janvier 2004 modifiée relative à l'aide au retour à l'emploi et à l'indemnisation du chômage et articles 17 § 3 et 43 du règlement modifié annexé. Accord d'application n° 10 modifié du 27 décembre 2002.

I - OBJET

La présente convention d'aide dégressive à l'employeur (CADE) est conclue entre l'Assédic et un employeur remplissant les conditions définies ci-dessous. Elle vise à verser une aide dégressive à l'employeur (ADE) recrutant un allocataire rencontrant des difficultés particulières de réinsertion sur le marché du travail.

II - EMPLOYEURS BÉNÉFICIAIRES

Peut conclure une CADE l'employeur :

- affilié au régime d'assurance chômage, conformément à l'article L.351-4 du code du travail, ou visé à l'article L.351-12 du code du travail ayant adhéré à titre révocable ou irrévocable au régime d'assurance chômage.
- dont l'établissement, qui procède à l'embauche, est situé sur le territoire métropolitain, dans les DOM ou dans la collectivité territoriale de Saint Pierre et Miquelon. Les salariés relevant d'employeurs dont l'entreprise ne comporte pas d'établissement en France ne peuvent bénéficier d'une CADE.
- à jour de ses contributions au régime d'assurance chômage au moment de l'embauche du salarié.
- n'ayant pas procédé à un ou plusieurs licenciements pour motif économique, au niveau de l'entreprise, au cours des 12 mois précédant la date d'embauche.

Les particuliers employeurs de gens de maison et les employeurs ayant fait l'objet d'une décision d'exclusion des aides à l'emploi, en application de l'article L.324-13-2 du code du travail (sanction du travail dissimulé et de la fourniture illégale de main d'œuvre), ne peuvent pas bénéficier de cette aide.

III - ALLOCATAIRES CONCERNÉS

Sont concernés les allocataires qui :

- bénéficient de l'allocation d'aide au retour à l'emploi,
- sont inscrits comme demandeur d'emploi depuis au moins 12 mois, ou, pour les allocataires âgés de plus de 50 ans, depuis au moins 3 mois,
- sont confrontés à des difficultés particulières de réinsertion.

IV - CONDITIONS D'EMBAUCHE

L'embauche ne peut être effectuée avant la conclusion de la convention.

L'embauche doit être réalisée, pour un demandeur d'emploi adressé à l'entreprise par l'ANPE, afin de pourvoir un emploi vacant qui lui a été notifié, dans le cadre d'un contrat de travail à durée indéterminée (CDI) ou à durée déterminée (CDD), conclu en application de l'article L.122-2 du code du travail. Dans ce dernier cas la durée du contrat doit être au moins égale à douze mois et ne peut excéder dix huit mois et il ne peut s'agir d'emplois saisonniers ou de remplacement d'un salarié temporairement absent.

L'embauche ne peut :

- prendre la forme d'un contrat bénéficiant d'une autre aide à l'emploi, notamment des aides prévues par le code du travail aux articles L.322-4-2 (contrat initiative-emploi) et L.322-4-6 (soutien à l'emploi des jeunes), à l'exception de l'aide prévue aux IV et V de l'article 3 de la loi n° 98-461 du 13 juin 1998 modifiée d'orientation et d'incitation relative à la réduction du temps de travail ;

- être réalisée en application de l'article 2 I de la loi n° 96-126 du 21 février 1996 portant création d'un fonds paritaire d'intervention en faveur de l'emploi (contrepartie d'embauche dans le cadre du dispositif ARPE).

En revanche le cumul de l'ADE et d'une exonération de cotisation de sécurité sociale est possible, sous réserve qu'aucune aide de l'État ne lui soit attachée.

Par ailleurs, le contrat de travail conclu doit permettre au salarié de bénéficier du régime d'assurance chômage notamment s'il cumule un mandat et un contrat de travail.

L'emploi doit être normalement rémunéré.

V - L'AIDE

Il s'agit d'un pourcentage du salaire mensuel brut d'embauche dont le montant ne peut excéder le montant brut de l'allocation d'aide au retour à l'emploi perçu par l'allocataire à la veille de son embauche.

Lorsque l'embauche est réalisée :

- par contrat à durée indéterminée, le montant de l'aide dégressive est fixé à 40% du montant du salaire d'embauche pendant la première année, puis 30% pendant la deuxième année, et 20% pendant la troisième année ;
- par contrat à durée déterminée, le montant de l'aide dégressive est fixé à 40% du montant du salaire d'embauche pendant le premier tiers de la durée du contrat, puis 30% pendant le deuxième tiers, et 20% pendant le troisième tiers.

En tout état de cause, l'aide est versée durant une période maximale de 3 ans, dans la limite du reliquat de droits restant à la veille de l'embauche.

Lorsque l'allocataire embauché à temps partiel bénéficie des règles de cumul de l'allocation de chômage avec une rémunération salariée, le montant de l'aide versée à l'employeur est proportionnel au temps de travail du salarié. Ce montant, calculé comme indiqué ci-dessus, est affecté d'un coefficient égal au quotient de l'horaire de travail de l'intéressé par l'horaire légal ou conventionnel à temps plein applicable à l'entreprise ou, le cas échéant, l'établissement.

L'aide est versée mensuellement à terme échu sous réserve, pour la première échéance, que l'employeur ait adressé à l'Assédic une copie du contrat de travail et, par la suite, que le contrat de travail soit toujours en cours.

Les versements de l'ADE cessent en cas de non-respect de la CADE.

L'employeur doit informer l'Assédic de toute :

- suspension du contrat de travail d'une durée supérieure à 15 jours, pour maladie, maternité... ou lorsque le salarié n'a pas acquis suffisamment de congés payés lorsque l'entreprise ferme pour cette raison. Le versement de l'ADE fait alors l'objet d'une suspension qui proroge d'autant sa durée de versement,
- modification du contrat de travail, notamment en cas de modification de l'intensité horaire ou de transformation d'un CDD en CDI, afin que l'Assédic procède à un nouveau calcul du montant de l'aide,
- interruption du contrat de travail.

5 – MODELE D'ATTESTATION DE PRESENCE

N° Affiliation :
N° SIRET :
Concerne :

CONVENTION D'AIDE DEGRESSIVE A L'EMPLOYEUR N°

POUR L'EMBAUCHE DE

ATTESTATION DE SITUATION POUR LA PERIODE DU AU

A COMPLETER OBLIGATOIREMENT

Atteste que l'embauche a été réalisée le

Atteste que l'horaire à temps plein dans l'établissement est de heures / mois

Atteste que le contrat de travail ☐ est toujours en cours
☐ a été rompu le

SUSPENSION DU CONTRAT DE TRAVAIL DE 15 JOURS OU PLUS

Déclare que le salarié a été absent pour le motif suivant

Du Au

FERMETURE DE L'ETABLISSEMENT POUR CONGES DE 15 JOURS OU PLUS

Déclare que l'établissement employant le salarié ferme pour les congés payés

Du Au

Et que jours ouvrables de congés seront payés au salarié à cette occasion

MODIFICATION DE LA DUREE DU TRAVAIL DU SALARIE

Déclare que la durée de travail du salarié est modifiée à compter du

Le nouvel horaire de travail est fixée à heures / mois

L'horaire à plein temps dans l'établissement : ☐ n'a pas été modifié
☐ a été modifié et fixé à heures / mois

Fait à

Le

L'employeur ou son représentant

Atteste avoir pris connaissance de l'ensemble de l'ensemble des rubriques ci-dessus et avoir déclaré toutes les situations visées

(Nom, Qualité et Signature)

Assedic du lieu
de votre Société

L'AIDE DEGRESSIVE A L'EMPLOYEUR

ASSEDIC

ATTESTATION DE PRESENCE

14 rue de Nantes
92100 Colombes



04:4215-03P004

16 Février 2005

accueil anpe.fr > Employeur > Aides au recrutement >

SERVICESVotre espace
recrutement

E-candidature

Consulter le répertoire
des emplois/métiers

FAQ employeur

EMPLOYEUR

Aides au recrutement

Le guide du
recrutement

L'aide dégressive à l'employeur

Vous embauchez un demandeur d'emploi dont le profil correspond à vos critères de recherche. Vous bénéficiez en contrepartie d'une prise en charge des frais de rémunération. Cette prise en charge est partielle et versée par fractions dégressives. Votre conseiller ANPE vous aide à recruter les personnes dont le profil est le plus adapté au poste à pourvoir et vous accompagne dans vos démarches.

Quel employeur ?

Peut bénéficier de l'aide dégressive à l'employeur, toute entreprise :

- affiliée au régime d'assurance chômage (Unédic),
- à jour du versement des contributions d'assurance chômage au moment de l'embauche du salarié.

À signaler : l'employeur ayant licencié pour motif économique au cours des 12 mois précédant une embauche susceptible d'ouvrir droit à l'aide dégressive ne peut bénéficier de cette aide.

Qui embaucher ?

L'aide dégressive est accordée pour l'embauche d'un demandeur d'emploi inscrit depuis au moins 12 mois et indemnisé au titre de l'ARE (allocation d'aide au retour à l'emploi) au moment de son embauche. Ce délai d'inscription est réduit à 3 mois pour les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans. En fonction du profil du poste pour lequel vous recrutez, votre conseiller ANPE vous propose les candidats répondant à vos critères de sélection.

Quel avantage ?

L'aide est calculée en fonction du salaire d'embauche. Elle est attribuée par fractions dégressives, pour une durée maximale de 3 ans : Pour une embauche en contrat à durée indéterminée (CDI) :

- 40 % du montant du salaire d'embauche pendant la première année,
- 30 % du montant du salaire d'embauche pendant la deuxième année,
- 20 % du montant du salaire d'embauche pendant la troisième année.

Pour une embauche en contrat à durée déterminée (CDD) de 12 à 18 mois :

- 40 % du montant du salaire d'embauche pendant le premier tiers du contrat,

- 30 % du montant du salaire d'embauche pendant le deuxième tiers du contrat,

- 20 % du montant du salaire d'embauche pendant le troisième tiers du contrat.

Attention :

- ce montant ne peut dépasser celui de l'allocation que percevait le demandeur d'emploi avant son embauche,
- l'aide à l'employeur est versée dans la limite des droits aux allocations d'assurance chômage acquis par le salarié avant d'être embauché.

Versée chaque mois par l'Assédic, tant que les conditions de bénéfice sont remplies, l'aide à l'employeur cesse d'être accordée lors de la rupture du contrat de travail du salarié.

À signaler : l'aide dégressive à l'employeur ne peut se cumuler avec une autre aide de l'Etat à l'emploi (exemple : contrat de qualification adultes, contrat initiative-emploi), à l'exception des avantages accordés pour la réduction anticipée de la durée du travail (loi "Aubry I").

Dans quelles conditions ?

Le demandeur d'emploi est recruté pour occuper un emploi vacant dans l'entreprise, pour lequel une offre d'emploi a été déposée à l'ANPE. Deux possibilités pour votre recrutement, conclure :

- un contrat à durée indéterminée (CDI),

- ou un contrat à durée déterminée (CDD), d'une durée de 12 à 18 mois.

En revanche, les contrats saisonniers ou conclus en remplacement de salariés temporairement absents n'ouvrent pas droit à l'aide dégressive à l'employeur. De même, le recrutement ne peut s'effectuer par contrat ouvrant droit à des aides spécifiques de l'Etat (contrat initiative-emploi, ...). Le contrat de travail peut être conclu à temps plein ou à temps partiel. La rémunération du salarié est fonction du poste occupé.

Comment procéder ?

Vous souhaitez recruter un salarié et bénéficier de l'aide dégressive à l'employeur, quelques règles simples sont à respecter :

- pour le poste à pourvoir, une offre d'emploi doit être déposée à l'ANPE. Votre agence ANPE vous met en relation avec les personnes susceptibles de répondre à vos attentes ;
- une fois le candidat identifié et afin de formuler votre demande d'aide, une convention d'aide dégressive à l'employeur, établie sur un modèle-type, est élaborée avec le concours de l'ANPE, avant l'embauche. Ce document précise les modalités d'embauche et de rémunération du salarié, ainsi que, le cas échéant, les conditions de tutorat, de formation et les autres mesures d'accompagnement prévues. La convention renseignée, datée et signée doit être transmise à l'ANPE. L'ANPE adresse la convention à votre antenne Assédic. Celle-ci vous informe des suites données à votre demande ;
- une fois la convention signée par votre antenne Assédic, vous embauchez le salarié en CDI ou en CDD de 12 à 18 mois, dans les conditions prévues dans la convention d'aide dégressive. L'aide est versée sur production d'une copie du contrat de travail ou d'une attestation effective d'embauche, adressée à votre antenne Assédic dans les 8 jours suivant l'embauche, accompagnée d'un relevé d'identité bancaire ou postale (RIB ou RIP). Par la suite, des attestations mensuelles d'emploi (modèle-type) doivent être envoyées à votre antenne Assédic. De même, l'Assédic doit être informée de toute modification dans la situation du salarié (rupture du contrat, transformation du contrat à durée déterminée en contrat à durée indéterminée, passage du temps partiel au temps plein,...).

Attention, certaines mesures ou prestations n'ont pas de caractère automatique. Leur attribution varie en fonction de certains critères en fonction des situations locales. Rapprochez-vous d'un conseiller de l'ANPE pour de plus amples informations.

[Employeur] - Candidat - Actualités
Région - ANPE, mode d'emploi - Aide et Faq

Copyright © 2005, ANPE - Informations légales - Contactez-nous

CONTRAT

→ Salario Out Manual

→ Nº 1000 Helio-atare

→ Contrato parafado por G2
+
Signature

→ [TRIB]

~~1 TAMPO~~

~~Diretor PÔLE GED~~

~~ANEX Nº 14727~~

~~MAR 01~~

~~MAR 01~~

~~OU SEU AT PROCHAIR~~

~~MAR 01~~

Reparos de offes

+ CONTRAT 320

CH: IADE ID: 7799963W

COM: _____ SAI

SIMULATION MONTANT ADE

IR [REDACTED]

T: [REDACTED]

IN1 NON 31/12/04 N°DEM:0020 [REDACTED]

NE(E):07/10/66

D. IDE : [REDACTED] 0/01/04 32341 92500 RUEIL MALMAISON

PAP02 7799963W

TYPE DE CONTRAT : CDI DU : 01/02/05 AU :
SALAIRE MENSUEL : 3000,00 EUR
HORAIRE MENSUEL : 151 HORAIRE TEMPS PLEIN ETABLISSEMENT :
INDICATEUR TEMPS PLEIN (O/N) : O
COEFFICIENT REDUCTEUR : 1,0000
RELIQUAT DE DROIT ARE : 334 JOURS AU : 01/02/05
MONTANT BRUT JOURNALIER ARE : 94,30 EUR
MONTANT TOTAL ADE : 13176,30 EUR

DETAIL ADE (MONTANTS EUROS)	JOURNALIER	MENSUEL	TOTAL PERIODE
DU 01/02/05 AU 31/12/05	39,45	1199,94	13176,30

P:TAIDEO S:8113T P102196 COM:S

CTX 57 21/01 15:27

21/01/05 15:29:28

OFFRE NO : 301928N

AIDE DEGRESSIVE EMPLOYEUR
ETABLISSEMENT DE 3 A 5 SALARIES SECTEUR:CONSEIL EN SYST.INFORMATIQUES
RECHERCHE POUR UN CONTRAT A DUREE INDETERMINEE
HORAIRES: 35H00 HEBDO

LIEU DE TRAVAIL : 92 NANTERRE

DIRECTEUR DE PROJET GED

H/F

VOUS ENCADREREZ UNE EQUIPE DE DEVELO
PPEMENT DANS LE DOMAINE GED.

VOUS MAITRISEZ LES BASES DE DONNEES
RELATIONNELLES ET LES LOGICIELS DE
GED.DEPLACEMENTS NATIONAUX.

FORMATION : DIPL. NIV. BAC+5 INFORMA.DOCUMENT. EXIGE

CONNAISSANCES: ANGLAIS BILINGUE EXIGE PRATIQUE BASE DONNEE EXIGE

PRATIQUE TABLEUR EXIGE

EXPERIENCE EXIGEE DE 05 ANS MEME FONCTION

SALAIRE MENSUEL DE 2000 E

INDICATIF

ENVOYER VOTRE CV PAR MAIL OU PAR COURRIER PAR COURRIEL

le.nanterre-seine@anpe.fr

ANPE NANTERRE SEINE

73 RUE HENRI BARBUSSE

92000 NANTERRE

ANPE NANTERRE SEINE

73 RUE HENRI BARBUSSE

92000 NANTERRE

TEL : 0141376006

MAERYS

M. REMY MOJIKI (PDG)

65 RUE DE LA CROIX

92000 NANTERRE

VOTRE CORRESPONDANT :

M. JEAN-LUC PETIT

TEL : 0141376484

FAX : 0141376481

OBJET : RECRUTEMENT

LE 16/02/2005

MONSIEUR,

VOUS AVEZ CONFIE A L'ANPE LE RECRUTEMENT DE :

DIRECTEUR DE PROJET GED

ET JE VOUS EN REMERCIE.

JE SERAI VOTRE INTERLOCUTEUR POUR CE RECRUTEMENT.

JE VOUS ADRESSE LE DESCRIPTIF DE VOTRE OFFRE D'EMPLOI REFERENCEE SOUS LE
NUMERO 301928N. SI VOUS SOUHAITEZ APPORTER UNE PRECISION OU UNE
MODIFICATION, N'HESITEZ PAS A ME CONTACTER.

COMME CONVENU, JE M'ENGAGE :

- A SELECTIONNER DES CANDIDATS QUI REPONDENT AUX CRITERES DEFINIS AVEC VOUS,

- A VOUS LES ADRESSER AVANT LE 01 03 05, DATE A LAQUELLE NOUS FERONS LE
POINT SUR CE RECRUTEMENT.

POUR ASSURER LE MEILLEUR SUIVI DE VOTRE DOSSIER, MERCI DE BIEN VOULOIR
CONSERVER LES COORDONNEES DES CANDIDATS QUE VOUS RENCONTREREZ ET DE
M'INFORMER DES QUE VOUS AUREZ RETENU L'UN D'ENTRE EUX.

JE VOUS PRIE D'AGREER, MONSIEUR, MES SINCERES SALUTATIONS.

M. JEAN-LUC PETIT
CONSEILLER

RETROUVEZ TOUS LES SERVICES DE L'ANPE SUR INTERNET WWW.ANPE.FR



02/03/2005

DIRECTEUR PÔLE GED

N° DE SS → COPIE CARTE VITALE

POUR LE DOSSIER:

CONTRAT

→ SALAIRE BRUT MENSUEL

→ CONTRATS PARAPHÉS PAR LES 2
+ SIGNATURES

?

→ NOMBRE D'HEURES HEBDOMADAIRE
À FAIRE FIGURER DANS
LE CONTRAT

1 RIB

1 TAMPON

RDU AC MR PETIT MARDI 22/02 / MERCREDI OU JEUDI
(LE MATIN)

INSCRIPTION LE 5/12/2003

RADIATION LE 15/12/2003

RF-INS. LE 20/1/2004

$$94,30\text{€} \times 32 \text{ jours} = 2830 \text{ € / mois}$$